



APPEL A PROJETS 10 000 LOGEMENTS HLM ACCOMPAGNÉS

PRESENTATION SYNTHETIQUE DES PROJETS

INFORMATIONS ET COORDONNEES PROFESSIONNELLES			
Responsable du projet : OPH DES LANDES			
Nom de l'organisme porteur du projet : OPH DES LANDES			
Téléphone : 05.58.05.31.31		Adresse électronique : maryline.perronne@xlhabitat.org	
Directrice générale : Maryline Perronne			
Fédération de l'organisme : Fédération des OPH		Région de l'organisme : Nouvelle Aquitaine	
Ville : Mont de Marsan		Code postal : 40 000	
Numéro de SIRET : 274000017 00013			
Autres organismes (si projet inter organismes) :			
DESCRIPTION DU PROJET			
Nom du projet : Faciliter l'accès au logement pérenne des personnes en grande difficulté			
Projet innovant <input type="checkbox"/> Structurant <input checked="" type="checkbox"/> Inter organismes <input type="checkbox"/>			
Durée du projet : 3 ans		Début : janvier 2019	Fin : décembre 2021
Coût total du projet : 112 573€		Montant des dépenses éligibles : 112 573€	
Taux de l'aide (par rapport aux dépenses éligibles) : 95.93%		Montant de l'aide demandée : 43 200 €	
Autres financements :		Financement sur fonds propres : 4573€	
Nom du prestataire ou de l'opérateur de l'accompagnement : MAISON DU LOGEMENT			
Localisation du projet : DAX et son agglomération			
Description sommaire du projet :			
<p>Le projet consiste en un partenariat entre l'OPH des Landes et la Maison du Logement afin de permettre l'accès ou le maintien au logement des ménages les plus fragiles de la communauté d'agglomération du Grand Dax. Il s'agira de mettre en place un accompagnement social global afin de permettre une insertion dans et par le logement.</p>			
PIECES JOINTES			
<ol style="list-style-type: none"> 1. Courrier d'acte de candidature signé du Directeur de l'organisme 2. Fiche d'identification du porteur de projet et de l'opérateur de l'accompagnement 3. Attestation de l'organisme qu'il est à jour de ses cotisations CGLLS et qu'il dispose d'un Plan stratégique de Patrimoine 4. Bilan des financements du FSI obtenus par l'organisme sur les trois dernières années. 5. Note de présentation du projet, selon modèle ci-dessous 6. Si ingénierie/ prestations intellectuelles, projet de cahier des charges ou des contrats liés au projet. 7. Si le projet nécessite des recrutements au sein de l'organisme, fournir une fiche de poste 			

AVIS DES CPR		
Région :	Adresse électronique :	Tél :
Avis : 	Questions soulevées :	
Remarques :		
Date de l'instruction :		
Rang de classement régional du dossier parmi les dossiers retenus :		

Appel à projets « 10 000 logements Hlm accompagnés »

Nom de l'organisme
Nom du projet

DEMANDEUR(S)

ORGANISME

- Représenté par Madame PERRONNE Maryline, Directrice générale
953 avenue du Colonel Rozanoff BP 341 40 011 MONT DE MARSAN Cedex
Numéro SIREN : 2744017
10 170 logements, dont 1935 en QPV
- L'organisme atteste qu'il est à jour de ses cotisations CGLLS, et qu'il dispose d'un PSP.
- Responsable du dossier : maryline PERRONNE – maryline.perronne@xlhabitat.org
- L'organisme a bénéficié des aides du FILLS ou du FSI au cours des trois années précédentes pour un montant total de

DESCRIPTION DU PROJET

L'objectif de ce projet est de répondre à des besoins générés par des situations de précarité et d'instabilité sociales familiales et économiques. Les réponses qui sont apportées viseront la stabilisation de la situation résidentielle des ménages.

PUBLICS CIBLES DU PROJET

Nombre de ménages accompagnés : 40 ménages accompagnés

Caractéristiques des publics cibles :

- Personnes repérées à la Maison du Logement rencontrant des difficultés pour accéder à un logement
- personnes logées dans le patrimoine d'XLHabitat pour lesquelles des fragilités ont été constatées par les travailleurs sociaux de la structure : impayés – gestion administrative – appropriation du logement
- les personnes sortantes des dispositifs d'hébergement ou de logement temporaire avec une priorité aux personnes victimes de violences conjugales

MODALITES DE MOBILISATION DES LOGEMENTS

Création d'une offre nouvelle ☐ Aménagement de logement existant ☐

Mobilisation de logements existants sans aménagement ☒ Reclassement offre existante en offre à bas loyer ☐

Nombre de logements :40

Typologie des logements :du T1 au T5

Localisation de l'offre de logements accompagnés (région/département/commune(s)) :
Agglomération dacquoise

Modalités de réservation et d'attribution des logements : Critères d'attribution classiques de la CAL

ACCOMPAGNEMENT

1- Méthodologie de réalisation de l'accompagnement (étendue de l'accompagnement et objectifs visés, méthodes, durée et adaptabilité.

LE MAINTIEN AU LOGEMENT:

Il s'agit avant tout de valoriser l'existant et de tenter de l'améliorer tout en développant le partenariat. L'objectif est de mettre en place une intervention « précontentieux » par le biais d'une recherche de solution/élaboration de proposition de plan d'apurement, médiation directe auprès des ménages, accompagnement budgétaire.

L'objectif sera d'éviter les procédures d'expulsion lancées sur le territoire de l'agglomération dacquoise par les bailleurs sociaux de façon à limiter au maximum les expulsions effectives et la mise à la rue de ménages en difficulté tout en veillant à ce que les droits du bailleur soient préservés, eux aussi. Toutefois, il ne s'agira pas ici d'exclure le recours à ces procédures d'expulsion qui pourront s'avérer nécessaires, voire « pédagogiques ou éducatives » dans un certain nombre de situations.

Quelques exemples de situations où le maintien au logement ne pourra pas se faire :

- le ménage s'avère être réellement de mauvaise foi,
- les troubles du voisinage sont trop prégnants
- le logement occupé n'est plus en adéquation avec la situation du ménage,
- le clivage entre le bailleur et le locataire est trop prononcé pour espérer une résolution à l'amiable.

Dans ces quatre cas de figure c'est un autre service de la MDL qui prendra le relais. Dans les deux derniers cas, le pôle travaillera au relogement du ménage si celui-ci en exprime la demande.

Il s'agira de veiller à limiter au maximum les expulsions effectives de ménages en difficulté :

- en tout premier lieu, bien évidemment, pour des raisons humanitaires ;
- parce que cela génère, dans une grande majorité des situations, plus de troubles et de charges pour la collectivité, plus de répercussions négatives que positives pour le ménage concerné et sans que cela ne garantisse, d'ailleurs, le bailleur à l'origine de la procédure du recouvrement des sommes dues;
- parce que, depuis 1999, nous avons pu constater que la grande majorité des ménages rencontrés, occupaient des logements correspondant à leurs besoins (composition du ménage/ typologie du logement) et avaient à s'acquitter d'un loyer se situant dans la moyenne plutôt basse du marché locatif, alors le relogement n'est pas adapté pour les ménages logés dans le parc social ;
- parce que, enfin, la loi DALO rend prioritaire au relogement toute personne privée de son logement du fait d'une procédure d'expulsion.

Ainsi, notre objectif est bien de viser à la résolution à l'amiable des situations d'impayés de loyer et, par là même, de travailler au maintien au logement du plus grand nombre de ménages ; maintien qui ne saurait être effectif sans la reprise du loyer courant, la mise en place et le respect d'un plan d'apurement de la dette contractée.

L'ACCES AU LOGEMENT PERENNE

A- L'ACCES AU LOGEMENT PERENNE TOUT PUBLIC

L'objectif est de permettre à des personnes en difficulté d'accès au logement pour des raisons personnelles, financières ou autres de trouver à se loger malgré ces difficultés par le biais de la médiation locative. Cette médiation locative peut se faire soit en accès direct au logement avec suivi de location et suivi socio-éducatif, soit par le biais de la sous-location, transitoire ou avec bail glissant.

Ainsi les personnes prises en charge sont locataires ou sous-locataire.

Dans les deux cas, les ménages bénéficiaires assument la totalité des charges inhérentes au logement (loyers, charges, assurance, consommables,...) et, dans leur grande majorité, bénéficient de l'AL ou de l'ALP.

Le travail d'accompagnement social pour l'accès au logement comporte trois temps

• **l'élaboration du projet « logement »**

- connaître les besoins du ménage par le biais d'un diagnostic
- définir avec lui la solution adaptée
- dégager la stratégie de recherche du logement et les moyens à mettre en œuvre
- préparer le ménage à vivre le changement

• **l'installation ou le maintien dans le logement**

- aider le ménage dans ses démarches administratives en développant les outils nécessaires
- assurer la médiation avec le bailleur et aider à une bonne gestion du budget familial
- participer à la recherche du mobilier de première nécessité

• **le suivi dans le logement**

- soutenir le ménage dans l'appropriation de son logement (aménagement/entretien.)
- l'aider à faire face à ses nouvelles obligations de locataire ou sous-locataire
- favoriser son intégration dans l'immeuble
- favoriser son intégration dans le quartier

B- L'ACCES AU LOGEMENT PERENNE DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE »

Ce dispositif, qui constitue une réponse globale et partenariale, a pour objectif d'offrir aux femmes victimes de violence, avec ou sans enfant, une réponse à moyen et long termes pour un accès pérenne au logement autonome.

Les réponses proposées aux femmes victimes de violence se doivent de :

- prendre en compte la spécificité de chaque situation rencontrée (composition familiale, ouverture de droits...)
- prendre en compte la globalité des éléments constituant cette situation,
- permettre une prise en charge globale et un accompagnement de long terme par une référente unique.

Ce dispositif a été construit et fonctionne dans le cadre d'une étroite collaboration entre la Maison du Logement, le CIDFF des Landes et le Centre Hospitalier de Dax.

Les réponses en termes de parcours immobilier et de prise en charge sociale s'articulent autour de trois phases principales qui ne constituent en aucun cas un parcours fléché obligatoire, mais bien un panel de réponses adaptées à chaque situation rencontrée :

- L'accueil en urgence a pour objectif d'être réactif et de mettre à l'abri lorsque la situation le nécessite. Le projet est contractualisé dans le cadre d'un contrat d'hébergement d'urgence.
- Un hébergement de moyenne et longue durée permettant la phase de reconstruction et d'affermissement du nouveau projet de vie ; la résolution de toutes les questions administratives, juridiques et organisationnelles.

Les personnes accueillies ont le statut de « sous-locataire » et s'acquittent des charges inhérentes à un logement. Le projet de la personne est contractualisé dans le cadre d'un Projet Personnalisé d'Accès au Logement.

Les contrats et projets peuvent être cosignés, si cela présente un intérêt particulier, par le partenaire qui a orienté la personne.

C'est dans ces deux premières phases que la collaboration entre le CIDFF, la PASSUL et la MDL est la plus développée.

- La phase de réalisation de l'accès au logement autonome est portée principalement par la MDL et c'est sur cet axe que le partenariat avec les bailleurs sera recherché.

Elle s'accompagne, si nécessaire, d'un accompagnement social global ou lié au logement, voire même d'une phase transitoire de sous-location.

Dans le cas d'un accompagnement social global, tous les éléments nécessaires d'une réinsertion sociale réussie sont pris en compte, y compris l'accès à l'emploi.

Le projet de la personne est contractualisé dans le cadre d'un Projet Personnalisé d'Accès au Logement.

2- Complémentarité avec la gestion locative (type de gestion locative : classique ou adaptée)

Les équipes de la Maison du Logement et d'XL Habitat travailleront ensemble.

Le Bail direct

Dans le cadre du bail direct, un point régulier sera fait et XL Habitat pourra interpeler les équipes de la MDL en cas de difficulté afin que cela soit repris dans l'accompagnement (paiement du loyer/occupation du Logement/voisinage...). L'objectif est que l'accompagnement de la Maison du Logement vienne en renfort du service de gestion locative d'XL Habitat.

La sous-location

- La sous-location sera mise en place si le bailleur n'accepte pas de louer un logement au ménage directement car il pense que la situation générale est trop fragile et que cette situation personnelle rend nécessaire un accompagnement social renforcé.

- La sous-location a vocation à être provisoire et permettre à terme à la personne sous-locataire de prendre le bail à son nom.

Le glissement de bail ne pourra se faire qu'avec l'accord du bailleur et que si l'ensemble des difficultés qui ont justifié le passage par la sous-location ont été levées ou en passe de l'être (pérennisation des ressources par exemple, ouverture de droits...)

- La Maison du Logement jouera un rôle d'intermédiaire entre le bailleur et la personne en recherche de logement; elle loue le logement à son nom, ce qui sécurise le bailleur, et le sous-loue à la personne, ce qui lui permet d'accéder au logement.

Le locataire en titre du logement est donc la Maison du Logement, elle est l'interlocuteur du bailleur pour toutes les questions concernant le logement.

Elle s'assurera de la bonne occupation du logement, de son bon entretien, du fait que le logement soit bien assuré, du paiement régulier du loyer, etc.....toutes conditions qui, si elles sont remplies correctement, permettront à terme au Service Logement et à la personne de convaincre le bailleur

de faire glisser le bail (c'est à dire le mettre au nom de la personne qui occupe le logement).

Le bail signé entre la MDL et le bailleur comporte une annexe fixant les conditions de la sous-location et du glissement de bail.

- Le statut du bénéficiaire dans le cadre de la sous-location

La personne occupant un logement en sous-location a toutes les obligations d'un locataire sans en avoir le statut :

- elle assure le logement;
- elle signe un contrat
- elle paye le loyer et les charges afférentes, elle s'en acquitte auprès de la MDL ;
- la personne sous-locataire, si elle perçoit des allocations logement, signe une convention de tiers-payant afin que l'allocation soit versée directement à la MDL ;
- elle ouvre les compteurs d'eau, de gaz, d'électricité et à son nom et assume les dépenses d'énergies ;
- elle assure l'entretien courant du logement et assume toutes les réparations incombant légalement à un locataire ;
- elle est responsable de toutes les dégradations commises par elle ou par un tiers dans le logement,

- pour toutes questions concernant le logement, son interlocuteur est la MDL.

Dans la vie quotidienne, la personne sous-locataire jouit des mêmes prérogatives d'utilisation du logement que tous locataires ; cela, bien évidemment, dans le respect de la loi et des normes de bonne occupation d'un logement : respect de l'environnement, des voisins, absence de nuisance,

Elle a par contre des obligations particulières :

- elle est tenue de remplir les objectifs fixés dans son P.P.A.L et de se rendre aux rendez-vous fixés dans ce cadre ;
- elle est tenue de recevoir régulièrement les personnels de la MDL dans le logement, le rythme des visites peut être déterminé dans le cadre du P.P.A.L ou fixé au cours de la prise en charge ;
- elle est tenue de se rendre à toutes convocations de la MDL ;
- elle est avertie que la MDL conserve un double des clés de l'appartement et se réserve le droit en cas de non observance du calendrier des rendez-vous, de refus réitérés de recevoir son personnel, de problèmes patents, d'absence prolongée,...de rentrer dans le logement afin de s'assurer de la situation.

3- Démarche mise en place pour favoriser l'adhésion du ménage

L'implication du ménage sera recherchée à chaque phase du projet car elle est l'élément fondamental dans la mise en place d'une solution pérenne.

Le projet d'accès ou de maintien au logement est ainsi contractualisé au travers d'un Projet Personnalisé d'Accès au Logement (PPAL).

Ce PPAL comportera tous les éléments constitutifs du projet « logement » : situation de départ, objectif final et objectifs intermédiaires ; démarches à effectuer, fonctionnement de la relation conseillère/bénéficiaire ; bilans intermédiaires ; clauses particulières liées à la situation spécifique du bénéficiaire.

Il est co-construit avec la personne ; le bailleur pourra le cosigner, notamment dans le cadre d'accès direct car cela présente un intérêt et un atout dans la réussite du projet.

Ce PPAL est mis en place quel que soit le mode d'accès au logement, accès direct ou en sous-location.

4- Modalités de mobilisation de l'offre d'accompagnement existante ou nouvelle

Pour le maintien au logement, le service social d'XL Habitat sollicitera les équipes de la MDL, qui validera lors de ses commissions hebdomadaires l'accompagnement demandé.

Pour l'accès au logement La mobilisation se fera via la commission d'attribution des logements. Ce sera soit à l'initiative du bailleur afin de sécuriser des situations fragiles de personnes non accompagnées, soit à l'initiative de la Maison du Logement afin de favoriser les sorties des dispositifs d'hébergement des personnes déjà accompagnées par la MDL.

La décision d'accompagnement sera validée lors des commissions d'admission hebdomadaires par la direction de la Maison du Logement ou son représentant.

5- Structuration de la relation bailleur / accompagnateur

La Maison du Logement a intégré le CA d'XL Habitat et réciproquement. Cela traduit des liens de partenariat fort qui existent entre les deux entités.

De plus, un représentant de la MDL siège aux commissions d'attribution Sud Landes, ce qui facilite les décisions au regard de la connaissance qu'à la MDL des situations évoquées, notamment sur le territoire de la communauté d'agglomération du Grand Dax.

Des points trimestriels seront faits afin de suivre plus spécifiquement ce projet et un bilan annuel sera fait en commun.

6- Adéquation du projet aux besoins spécifiques des publics ciblés par le projet

Aujourd'hui le territoire de l'agglomération Dacquoise est très marqué par la montée de la précarité et le passage récent de 3 secteurs de la ville de Dax en zone prioritaire témoigne de cette évolution.

Voici ci-dessous quelques Eléments de bilan 2017 :

L'ACCUEIL GENERALISTE:

Le Dispositif d'accueil généraliste a reçu 444 nouveaux ménages contre 493 en 2016: 233 rendez-vous ont été posés et seuls 174 ménages sont venus pour être reçus par nos conseillères, 211 ont été orientés vers les services compétents dont relevait leur situation.

LE POLE « ACCES AU LOGEMENT »

Le Service d'Appartements d'Accueil temporaire

- II a reçu 45 demandes d'admission de ménages, soit 59 personnes (48 adultes et 11 enfants)
- 40 ménages ont été pris en charge et hébergés dans le cadre de l'ALT (43 adultes et 9 enfants), dont 25 nouveaux ménages en 2017.

Le Dispositif Femmes Victimes de Violences :

Au total ce sont 67 nouveaux ménages qui ont été orientés vers le DFVV en 2017. Si on ajoute les 19 ménages déjà pris en charge en 2016 dont l'hébergement s'est poursuivi en 2017, le nombre de ménages concernés par le Dispositif pour l'année 2017 s'élève à 86, dont 84 femmes, 2 hommes et 95 enfants. Concernant les 67 nouveaux ménages, 53 se sont présentés au premier rendez-vous d'accueil. Ce sont donc 79.1 % des personnes orientées en 2017 qui font la démarche de venir évoquer leur situation.

Les personnes reçues en premier entretien sont originaires pour une majorité de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax (66%).

Mais le Dispositif est également bien repéré par les partenaires extérieurs à cette zone géographique puisque beaucoup de personnes orientées résident dans une autre commune landaise.

- Au cours de l'année 2017, le D.F.V.V. a pu proposer une solution d'hébergement pour 38 ménages ce sont donc 38 adultes et 38 enfants hébergés en 2016 soit 76 personnes.

Au cours de l'année 2017, le D.F.V.V. a réalisé 22 hébergements en AU et 18 en sous-location. Ainsi, pour l'année 2017, ce sont aussi les accompagnements dits ambulatoires qui se développent.

L'Accès au Logement Pérenne :

- 174 ménages ont été reçus pour un premier entretien, soit 143 personnes seules et 31 couples (soit au total 292 personnes, 205 adultes et 87 enfants)
- 109 ont bénéficié de l'ouverture d'un Projet Personnalisé d'Accès au Logement (P.P.A.L.)
- 31 nouveaux ménages ont bénéficié d'un accès au logement en bail direct, 23 nouveaux ménages ont bénéficié d'une sous-location, 4 ménages pris en charge par un autre dispositif de la MDL, 18 ménages ont abandonné leur projet et 33 dossiers toujours en cours au 31/12/2017.

La Maison relais :

L'année 2017, soit 20 appartements composés de 8 T1, 8 T2 et 4 T3 ainsi qu'un bâtiment consacré au collectif soit 24 places. Ces places sont complétées par 6 appartements en diffus.

Les bénéficiaires des places sont tous des personnes inscrites dans une très forte désocialisation et présentent pour beaucoup des pathologies physiques et mentales handicapantes ; c'est un public qui relève bien d'une maison relais et qui nécessite l'accompagnement social au quotidien et au long terme offert par un tel dispositif. Durant l'année, ce sont donc 33 personnes accompagnées. Le partenariat avec l'UPG a continué en 2017, avec la Mise à disposition de 4 places à l'hôpital, Sur l'année 2017, 6 ménages ont quitté le dispositif pour des raisons diverses :

- 1 personne est décédée au cours de l'année
- 3 personnes sont sorties du dispositif suite à un projet personnel.
- 2 personnes sont sorties du dispositif car la maison relais n'était plus adaptée

4 nouvelles personnes sont entrées au cours de l'année 2017

Dispositif d'observation :

5 chambres : taux d'occupation de 80 %

14 personnes hébergées dans le cadre du dispositif d'observation,

LE POLE « MAINTIEN AU LOGEMENT »

La Médiation Préventive des Expulsions :

Ce service MPE a été saisi de 270 nouvelles procédures. Nous avons reçu 476 saisines à tous les stades de la procédure 2017. Ce qui représente à la fois une baisse des nouvelles procédures et une baisse des saisines.

- Sur l'ensemble des dossiers (2016 et années antérieures), ce sont 187 ménages qui ont été suivis en 2017 contre 168 en 2016, dont 67 nouveaux ménages.

Sur les 187 ménages accompagnés ayant bénéficiés d'un accompagnement, 132 ont été clôturés au cours de l'année 2017 :

- 44 ménages ont adhéré à l'accompagnement proposé et ont pu aboutir, et 37 ont été réorientés.

- 51 ménages ont bénéficié d'un accompagnement qui n'a pas abouti favorablement.

Ainsi, malgré la baisse des saisines, nous avons accompagné plus de ménages, essentiellement grâce à un mi-temps supplémentaire affecté sur ce dispositif du fait d'un financement « logement social accompagné ».

En 2017, 132 accompagnements qui ont pu être clos. Parmi ceux-ci :

- 31 ménages ont bénéficié d'un maintien au logement

-13 ménages ont bénéficié d'un relogement

-51 accompagnements se sont arrêtés avant la mise en place d'une solution par notre intermédiaire

-37 orientations ont été faites en interne au pôle maintien au logement de la MDL, dont 34 vers notre dispositif AVDL (Accompagnement Vers et Dans le Logement)

L'Accompagnement Dans et Vers le Logement (AVDL) :

Pour ces 37 nouveaux ménages accompagnés en AVDL :

-10 ont bénéficié d'un relogement

-12 ont bénéficié d'un maintien

- 9 sont actuellement en cours

-4 ont bénéficié d'un accompagnement qui n'a pas abouti

CARACTERE EXPERIMENTAL OU INNOVANT DU PROJET

Ce projet est donc dans la continuité de l'action menée ces trois dernières années, l'expérimentation menée montre la pertinence de cette action en sécurisant les parcours des bénéficiaires et en renforçant la coopération entre les bailleurs sociaux et les structures AHI, encore rendu plus nécessaire avec la mise en place du logement d'abord.

PARTENARIAT ET MONTAGE FINANCIER

Partenaires mobilisés :

Montage financier :

- Précisez dans le tableau ci-dessous le montage financier par grande catégorie d'actions - *les coûts liés à la structure (téléphone, bureau, frais de déplacement...) pour le projet doivent être intégrés aux coûts d'accompagnement ou d'ingénierie.*

- Les dépenses subventionnables sont **les dépenses d'accompagnement social (diagnostic et AVDL), de gestion locative adaptée, les missions d'animation/ de coordination liées au projet, les dépenses d'ingénierie / de prestations intellectuelles / d'évaluation liées au projet, ainsi que les formations des collaborateurs de l'organisme ou inter-acteurs nécessaires à la mise en œuvre du projet.**

- Mentionner également les autres dépenses liées au projet, même si celles-ci ne sont pas subventionnables : dépenses d'investissement, autres coûts liés au projet...ceci afin de permettre au Comité de sélection d'avoir une visibilité globale du projet

CALENDRIER PREVISIONNEL OU DUREE DE L'ACTION

Début de l'action : janvier 2019

Fin de l'action : décembre 2021

Durée : 3 ans

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DEPENSES				RECETTES			
	An 1	An 2	An 3		An 1	An 2	An 3
Dépenses subventionnables : Préciser la nature des dépenses éligibles				Fonds propres	2078	1523	972
<ul style="list-style-type: none"> - Diagnostic - Accompagnement social (0.9 etp) 	33741	34145	34555	Subvention sollicitée ¹ au titre de l'appel à projet 10 000 logements Hlm accompagnés	14000	14400	14800
Gestion locative adaptée <ul style="list-style-type: none"> - Réalisée par le bailleur - Réalisée par l'opérateur de l'accompagnement 	2430	2460	2488	Autres financements Opérateur social	21000	21600	22200
Animation/coordination <ul style="list-style-type: none"> - Réalisée par le bailleur - Réalisée par l'opérateur de l'accompagnement 	907	918	929				
Recrutement spécifique par un bailleur dans le cadre du projet							
Ingénierie/prestation Intellectuelle							
Formations-actions liées au projet							
Sous - Total	37078	37523	37972	Total	37078	37523	37972
Autres dépenses liées à la mise en œuvre du projet – dépenses non subventionnables	An 1	An 2	An 3				
<i>Aménagement et équipements des logements</i> <i>Aide sur quittance/remise des loyers...</i> <i>Accompagnement non subventionnable (sanitaire, médico-social...)</i>							
Dépenses d'investissements							
Sous – Total	0	0	0				
Total	37078	37523	37972				

A noter ! En cas de cofinancement du projet par un autre organisme public, montant cumulé des financements publics (y compris de la CGLLS) inférieur ou égal à 80% du montant.

¹ Sous réserve des décisions du FSI et du FNAVDL

A renseigner par le comité de sélection « 4^{ème} appel à projet logements accompagnés »
Orientation des financements

FNAVDL : euros de subvention

FSI – Innovation : euros de subvention

FSI – Modernisation : euros de subvention